

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-enfants-latinos-aux-Etats-Unis>

# Les enfants « latinos » aux États-Unis

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : jeudi 17 mars 2011

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---



On estime qu'environ 40 millions de personnes aux États-Unis font partie du « pays » *latino* qui constitue l'une de ses minorités ethniques. Les Latinos (ou comme ils les nomment selon une catégorie de recensement du Congrès : *Hispanics*) viennent d'une grande variété de pays (le Mexique, dominant, mais aussi d'autres pays d'Amérique Centrale et d'Amérique du Sud), d'une remarquable diversité ethnique et, bien que l'espagnol soit la langue dominante, les *Latinos* sont aussi porteurs d'un riche legs linguistique.

On peut souligner que ce « pays » *latino* que nous décrivons est le deuxième qui parle espagnol dans le monde. Le nombre de *Latinos* aux États-Unis fait qu'il est chaque fois plus difficile de soutenir qu'il s'agit d'une minorité en termes numériques. Dans certains cas comme la Californie, les *Latinos* représentent presque le même pourcentage (38 %) que la population « blanche ». Cependant, être la plus nombreuse minorité de ce pays n'implique pas un poids équivalent dans les décisions politiques, au moment de s'asseoir à Washington ou chez les gouverneurs des États.

Quand il s'agit de considérer les droits des immigrants, le « pays du jeûne-me-souviens-pas » agit violemment pour diminuer ou directement tailler dans les droits. Les États-Unis c'est un pays qui se comporte comme dit la chanson de Marie Héléne Walsh : « un petit pas en arrière et rien de plus, parce que j'ai déjà oublié où j'ai mis l'autre pied » : la plupart des législateurs et gouvernants des États-Unis sont des descendants d'immigrants et oublient leur grand-père ou bisaïeule qui est passé par les douches désinfectantes d'Ellis Island il n'y a pas si longtemps. Comme d'autres peuples qui se refusent d'avoir une mémoire, la peine est de la répéter : et ces descendants des bateaux veulent condamner ceux qui, au lieu de descendre de bateaux, descendent des territoires mexicains de jadis, descendent des avions ou arrivent avec le « dos mouillé » après avoir traversé la frontière entre le Mexique et les États-Unis.

La population de ce « pays » *latino* présente le plus fort taux de croissance du pays et tout semble indiquer que l'avenir des États-Unis réside sur eux, les enfants latinos. Cependant, ce sont les enfants et les jeunes d'origine *latino* - immigrants ou natifs originaires de cette terre depuis plus de 400 ans - qui souffrent de la plus grande amputation de leurs droits : le droit à la terre, le droit à l'identité, le droit à la santé, le droit à l'éducation, le droit de travailler, le droit de grandir dans un environnement sain, le droit à leurs propres langues, le droit à l'avenir.

22 % des enfants et adolescents âgés de moins de 18 ans aux États-Unis sont *latinos*. Le plus grand pourcentage d'immigrants sans documents étasuniens viennent du Mexique (6,5 millions de personnes) et du reste d'Amérique Latine (2,5 millions). Ils les appellent « sans papiers d'identité » bien que ceux-ci soient porteurs de documents d'identité de leurs pays d'origine.

Dans une famille *latino*, la situation légale de ses membres génère une tension particulière. Il y a des familles où les

parents ont un statut social légal mixte : l'un est un immigrant légalisé et l'autre pas. L'un est natif de cette terre depuis plus de 400 ans et l'autre a récemment traversé la frontière. Dans le cas des enfants, on peut trouver la même situation mixte : certains auront l'accès garanti à l'éducation et la santé, ils pourront entrer et sortir du pays ; et en revanche, les autres, non. Comment grandit un enfant dans un environnement si difficile à comprendre par sa complexité, et spécialement, par son injustice ? Avoir un papa ou une maman « sans papiers d'identité » peut impliquer que leurs enfants entrent dans le jeu de dominos des « perdants ». Et pour les États-Unis, la société qui a le culte du succès, être un « looser » ou un perdant est une insulte grave. Et les enfants l'apprennent depuis tous petits à l'école.

Les enfants des *Latinos* courent la course des « perdants » depuis le départ : au cri de partez !, au moment d'accéder à l'exercice de leurs droits basiques. Et si eux mêmes sont « sans papiers », encore plus. Les enfants dans cette condition peuvent recevoir quelques bénéfices sociaux mais pas tous : ils ont droit à être admis légalement à l'école publique, ils ont quelques services de santé - mais seulement d'urgence - et ils peuvent obtenir l'aide de quelques programmes d'alimentation. Mais ils n'ont pas le droit d'être les bénéficiaires d'autres programmes fédéraux qui fournissent santé et sécurité aux enfants, comme « le Programme d'assistance pour une nutrition complémentaire » (traditionnellement dénommé « *Food stamp* »), ou « Assistance Temporaire pour les Familles Nécessiteuses » (TANF, par son sigle en anglais), le programme de santé MEDICAID de non urgences et le « Programme d'État de Sécurité de Santé Infantile ». Dans le cas de l'éducation, les étudiants « sans papiers » ne sont pas non plus acceptés pour avoir des bourses d'étude qui leur permettent de suivre des études après avoir terminé l'école secondaire. Dans la majorité des Etats, ils ne peuvent pas s'inscrire directement dans les universités étatiques et publiques comme résidant de l'Etat précité. En conséquence, peu accèdent à l'éducation supérieur.

Une histoire très récente de discrimination envers les *Latinos* et, spécialement, envers les Mexicains, est encore rappelée par l'actuelle génération d'adultes. Les lois de Jim Crow opéraient une ségrégation des Mexicains (ou mexicain- étasunien) dans les espaces publics. L'Arizona, le Nouveau Mexique et le Texas , récréent cette époque avec différentes mesures dont le blanc sont à nouveau les Mexicains et tous ceux soupçonnés d'être Latino ou *hispanic*. Et le cercle d'hostilité vers l'identité *latine* recommence encore.

C'est alors un mystère la façon dont cette nation prétend parier sur l'avenir. Comment pourra-t-elle faire un pas en avant, sans oublier où elle a mis l'autre pied, comme disait la chanson de Marie Hélène Walsh ? Trouvera-t-elle le courage pour récupérer sa propre mémoire et pour avancer vers le changement d'une société qui respecte les droits de l'homme basiques de ses habitants et spécialement, de ses jeunes et de ses enfants ?

\* **Cristina Baccin**. Journaliste, ex-doyenne de la faculté de Sciences Sociales de l'Unicen. Elle réside au Nouveau Mexique, États-Unis.

[APe](#), Nouveau Mexique, États-Unis, le 14 Mars 2011.

Traduction de l'espagnol pour [El Correo](#) de : Estelle et Carlos Debiasi

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

[El Correo](#). Paris, le 18 mars 2011.